

3.11. Levage et gardiennage de véhicules.

ÉTAT DES FRAIS (1)

Levage et gardiennage de véhicules

[En- tête du prestataire de services avec NOM, PRENOM, ADRESSE, NUMÉRO DE TÉLÉPHONE, ADRESSE DE COURRIEL]

Numéro BCE (2) :

Numéro de compte bancaire (uniquement si modifié):

Concernant : Nom du suspect / des parties / du type de délit ...

Numéro de notice (3) :

Requérant: [NOM, PRENOM, FONCTION]

Date de réquisition:

Heure d'exécution de la mission (date, heure):

Opérations (4)	Prix unitaire	Montant	Sous-total
Frais supplémentaires (5)	Prix unitaire	Montant	Sous-total
Total tous les frais hors TVA			
TVA			
Montant total (6)			

J'affirme sur l'honneur que cette déclaration est sincère et complète.

[LIEU ET DATE]

[SIGNATURE] (7)

Informations importantes et explication : voir au verso.

La soussignée déclare avoir pris note de ces explications et modalités et les avoir appliquées.

note explicative

(1) Toutes les données de l'état de frais doivent être complétées intégralement, lisiblement et correctement, de préférence par voie digitale, et si elles sont manuelles, en lettres majuscules. Le fait de ne pas écrire lisiblement, de manière erronée ou complète entraîne l'irrecevabilité de l'état de frais. Dans ce cas, le bureau de taxation contactera le prestataire de services et lui demandera de compléter, d'améliorer ou d'ajuster l'état des frais. Trop d'informations incorrectes ou manquantes donnent lieu à la restitution de l'état de frais qui doit être refait. Dans ce cas, seule la date de réception du relevé de coût correct servira de base pour le calcul de la période de traitement. Conformément au droit administratif qui régit les relations entre le gouvernement et les prestataires de service exigés par celui-ci, aucun intérêt pour retard de paiement ou dommages et intérêts ne s'applique aux services indiqués dans le relevé des frais. Ils ne peuvent donc pas être mentionnés sur ce document.

(2) Tout expert qui a accompli une mission à la demande de l'autorité judiciaire doit avoir obtenu un numéro BCE et le mentionner ici pour être payé. Si nécessaire, il doit donc avoir été demandé et obtenu à l'avance. Seul le prestataire occasionnel qui n'a pas encore travaillé pour les autorités judiciaires et qui n'a pas l'intention de le faire à l'avenir est dispensé de cette obligation et est autorisé à mentionner ici son numéro de registre national.

(3) Il est important de toujours indiquer correctement et complètement le numéro de notice du dossier auprès du procureur afin que les services compétents puissent collecter efficacement toutes les données nécessaires. Il est reconnaissable aux deux lettres initiales indiquant l'arrondissement en question et à la structuration du numéro avec des points et des tirets, qui doivent également être affichés. Les procureurs qui travaillent déjà avec MACH peuvent également utiliser le numéro de système.

(4) L'expert doit indiquer ici les cessions qu'il / elle a demandées et pour lesquelles il / elle a demandé, avec un relevé du chapitre - section - point conformément à la liste des honoraires pour frais de justice en matière pénale. Si la mission devait être effectuée entre 20 heures et 8 heures ou un samedi, un dimanche ou un jour férié, le taux prévu peut être augmenté de 50%.

(5) Les frais supplémentaires éventuels ne peuvent être facturés que s'ils sont explicitement prévus et / ou si le requérant a formulé des ordres supplémentaires dans sa demande. Dans ce cas, le prestataire de services doit décrire les frais supplémentaires et indiquer le montant conformément aux taux définis à cet effet. En principe, la liste tarifaire prévoit des montants forfaitaires, mais un certain nombre de services fournis dans l'annexe à la circulaire ministérielle 62 du 20 juillet 2007 ne sont pas inclus dans le montant forfaitaire. Dans ce cas, le prestataire de services doit décrire les frais supplémentaires et indiquer le montant conformément aux taux définis à cet effet.

(6) Le montant à indiquer ici par l'expert doit être le total calculé, majoré des frais supplémentaires et de la TVA, au taux officiel en vigueur le jour de l'exécution. Les détails du calcul doivent figurer sur l'état de frais.

(7) Le prestataire de services, avec sa signature indispensable, confirme que l'état de frais a été correctement et complètement complété avec des données vérifiables. Il doit compléter les données manquantes ou corriger les données incorrectes à la simple demande des autorités compétentes, ou accepter leurs ajouts et corrections pour pouvoir être acquittés.